

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Rapport

[Épargne](#)

# Rapport sur l'épargne réglementée 2022

18 Juillet 2023

**Par François Villeroy de Galhau**

Ce rapport annuel rend compte d'une année exceptionnelle pour l'épargne réglementée. Elle a en effet enregistré une collecte de 40,4 milliards d'euros en 2022, presque autant que les 42,2 milliards de 2020 liés à la crise sanitaire. Avec 29 milliards, la collecte nette sur le seul livret A est à un plus haut depuis dix ans. L'encours de l'épargne réglementée atteint ainsi 874 milliards en décembre 2022, soit 15,1 % du patrimoine financier des ménages contre 13,8 % en 2021.

Ces niveaux inédits de collecte sont à mettre en relation avec la forte hausse des taux du livret A et du LDDS, passés de 0,5 % à 1 % au 1<sup>er</sup> février puis à 2 % au 1<sup>er</sup> août 2022, et enfin à 3 % au 1<sup>er</sup> février 2023, le LEP passant sur la période de 1 % à 6,1 %. Avec le reflux progressif de l'inflation observé à partir du deuxième trimestre 2023, ces taux resteront à 3 % au 1<sup>er</sup> août 2023 pour le livret A, et le maintien de ce taux sera garanti jusqu'à janvier 2025. Le taux du LEP s'établira quant à lui à 6,0 %, soit une quasi-stabilité à rebours de la baisse à 5,6 % de la formule. Ces niveaux permettent d'une part de protéger les épargnants, notamment les plus modestes, face à la hausse des prix, et d'autre part de maintenir un équilibre financier pour les acteurs du financement de l'économie et en particulier du logement social.

Le rapport revient aussi sur le développement historique du LEP : ce sont 1,8 million de ce livret d'épargne populaire qui ont été ouverts entre janvier et mai 2023, deux fois plus qu'un an plus tôt sur la même période. Alors que sa rémunération est particulièrement attractive et préserve le pouvoir d'achat des épargnants, et grâce aux efforts de promotion de ce livret par les pouvoirs publics, le taux de détention du LEP atteint, en mai 2023, 52 % des personnes éligibles contre 37 % fin 2021. C'est une belle progression mais qui demande à être encore amplifiée puisque 18,6 millions de Français y sont éligibles. L'objectif devrait être d'atteindre 12,5 millions de LEP d'ici un an, soit un taux de détention des deux tiers.

Plus largement, ce rapport permet d'éclairer les comportements d'épargne des Français dans le contexte de hausse de l'inflation et de la remontée des taux d'intérêt pour la juguler. L'inflation peut en effet avoir des effets à la hausse comme à la baisse sur le volume de l'épargne. D'un côté, l'anticipation de prix plus élevés incite les ménages à consommer tout de suite plutôt que plus tard. Mais de l'autre, elle peut aussi les pousser à reconstituer la valeur réelle de leur épargne afin de conserver leur pouvoir d'achat futur.

**874**

874 milliards d'euros déposés sur les produits d'épargne réglementée à fin 2022, dont 489 milliards sur le livret A et le LDDS et 283 milliards sur le PEL

# 2,1

2,1 millions d'ouvertures de LEP en 2022, soit 3 fois plus qu'en 2021

Le surplus d'épargne financière accumulé pendant la crise sanitaire ne diminue pas et le contexte d'incertitude actuel semble donc plutôt favoriser un maintien de l'épargne de précaution. Sur l'année 2022, les flux annuels de placements financiers se sont ainsi élevés à 158,7 milliards d'euros, bien au-dessus de leur moyenne sur 2010-2019 de 91,7 milliards.

Ce rapport rend compte enfin de la bonne utilisation de l'épargne réglementée pour le financement du logement social et la politique de la ville, des PME et TPE, de la transition énergétique ou de la réduction de l'empreinte climatique, ainsi que de l'économie sociale et solidaire. En 2022, l'encours de prêts accordés par le Fonds d'épargne en faveur du logement social et de la politique de la ville s'élève à 174 milliards, celui destiné à financer la transition énergétique du parc immobilier des particuliers, construction et rénovation, dépasse 228 milliards et, enfin, pour le financement des PME, l'encours s'établit à 622 milliards.

Cette utilité incontestable de l'épargne réglementée crée dans notre débat public une tentation récurrente : celle de multiplier les produits pour les affecter au financement de tel ou tel secteur, ce qui porterait atteinte à l'unicité budgétaire et au choix annuel des priorités qui doit relever du Parlement. Il est préférable d'en rester à ce que l'épargne réglementée, qui est en France et de très loin la plus développée d'Europe, réalise bien, comme le montre ce rapport : protéger l'épargne populaire à travers le développement du LEP, financer le logement social et la politique de la ville, soutenir nos PME et encourager la transition énergétique et la réduction de l'empreinte climatique à travers les ressources du livret A et du LDDS.

## **Télécharger l'intégralité de la publication**

[Rapport sur l'épargne réglementée 2022 \(PDF - 7 Mo\)](#)